

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Honduras-Petrole-le-Groupe-BG-et-la-farce-de-la-consultation-a-la-mode-SERNA>

# **Honduras, Pétrole, le Groupe BG et la farce de la « consultation » à la mode SERNA**

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -  
Date de mise en ligne : mercredi 23 octobre 2013

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**L'état du Honduras tarde à prendre la décision d'effectuer une socialisation - consultation - concernant le contrat signé avec le [Groupe BG](#), démontrant une fois de plus l'inconsistance de l'actuelle administration gouvernementale en matière juridique et remet en cause de cette façon la convention 169 de l'OIT, en particulier l'article 6, se référant à la consultation et au consentement, préalable libre et informé.**

Le 5 août dernier, la Secrétaire aux Ressources Naturelle (SERNA) a envoyé à notre organisation une [note](#) signalant l'intérêt d'effectuer une « socialisation du Projet d'Exploitation Pétrolière dans la Mer Caraïbe Hondurienne, en soutien à la firme *British Gas Group* ». Dans un paragraphe additionnel de la missive de SERNA, ils sollicitent « un rendez-vous pour établir un dialogue relatif au processus de consultation au sujet du projet ».

Apparemment SERNA confond la socialisation avec la consultation, en plus de remettre complètement en cause la condition d'antériorité pour la transformer en simple acte d'approbation après la [signature du contrat](#) par le pouvoir exécutif le 9 avril dernier et la rapide approbation, le 23 mai, sans autre débat par le Congrès National.

Les aberrations juridiques de l'administration Lobo font partie du manuel de démantèlement de l'état et du coup d'état permanent, dans lequel a été plongé le Honduras. L'assaut de la Cour Suprême et du Ministère Public de la part du pouvoir législatif garantissent la livraison du pays, morceau par morceau, comme ils prévoient de le faire avec loi RED-ZEDE et la Loi de Reconversion de la Dette.

## Approbation de Maticaballo

La livraison de 35 246 kilomètres carrés de la plateforme continentale face à la Moskitia hondurienne pour une période de 4 ans d'exploration prolongeable de 2 ans, et de 20 ans d'exploitation, sans aucun appel d'offre qu'impliquerait la présence d'autres postulants en plus du *Groupe BG*, n'a pas provoqué plus de préoccupation dans les rangs des nationalistes, lesquels détiennent la majorité absolue au Congrès, , grâce au coup d'état de 2009, situation qui leur a permis d'approuver des lois retirant toute protection du peuple hondurien en faveur de présumés investisseurs étrangers.

Les royalties de la remise de la plateforme au *Groupe BG* sont dérisoires : [Selon le contrat](#) (avril 2013) *BG* remettra « 50 mille dollars pour la totalité de la zone du contrat et, pour la durée de la période de développement et de production, un dollar par hectare de la zone sélectionnée pour l'exploitation ». 50% des bénéfices seront alloués à l'état au cas où la production ne dépasserait pas les 100 mille barils par jour, et 58% seront pour l'état au cas où la production dépasserait les 100 mille barils par jour, en plus d'un droit d'[entrée symbolique](#) de six millions de dollars.

Le contrat signale le don de \$250 000 par an pour des programmes sociaux dans les communautés riveraines du département de Gracias a Dion, où nous peuples Miskitos et Garifuna habitons, bien que jamais nous n'ayons été consultés de manière préalable, libre et informée, ignorant le droit sur le territoire maritime de nos communautés. Exploitation pétrolière, changement climatique et possibles conséquences environnementales.

Le Honduras est considéré par le [Germanwatch](#) comme le pays le plus affecté par les conséquences du changement climatique pour la période allant 1992 à 2011. Ouragans et tempêtes tropicales assaillirent le pays laissant un sillage de morts et de destruction. Aussi, l'état, à travers SERNA, élaborera une stratégie Nationale sur le

Changement Climatique dans un document de 113 pages se référant seulement en 6 occasions aux peuples indigènes, exclusivement en matière forestières, sans référence aucune au sujet de la mitigation (atténuation et partage des risques NdT) et à l'adaptation au changement climatique Autant le peuple Garifuna que le peuple Miskito, nous habitons de fragiles cordons littoraux et des deltas de rivières qui ont été les lieux les plus affectés par les phénomène météorologique.

Il se fait qu'une partie de la zone d'exploration et susceptible d'exploitation livrée à GB se recouvre avec le système de *Système de Récifs Mésoaméricain* (SAM), lequel est supposé être la deuxième plus grande barrière de récifs au monde, et est formée de différentes zones protégées depuis le Mexique jusqu'au Honduras. Le secteur de la SAM compris entre le cap Camaron et Barra Patuca coïncide avec la zone d'exploitation des hydrocarbures concédée récemment par le gouvernement de Lobo.

Les prétendues organisations environnementalistes en charge des zones protégées du SAM n'ont pas hésité à réprimer les pêcheurs Garifunas, pendant que persistait un silence absolu au sujet de la cession de la plateforme continentale située face à la Moskita à BG. Il semble que les fondations environnementalistes ont oublié les conséquences du désastre du puis Macondo dans le Golfe du Mexique en 2010, manipulé par l'entreprise British Petroleum (BP), avec un déversement estimé à 4,9 millions de barils de pétrole, et le puis Ixtoc dans la Baie de Campeche en 1979.

Le *Groupe BG* n'a pas été exempt d'accidents, il suffit de rappeler le cas de la [plateforme Elgin](#) dans la mer du Nord, qui avait pour opérateurs TOTAL, ENI et BG. Même l'ex directeur de BG, Frank Chapman déclare qu'il existe un niveau inacceptable de détérioration de la sécurité et déplore le taux d'accidents soufferts par l'entreprise.

## BG et les stigmates de la corruption

Le *Groupe BG*, ainsi que la majorité des entreprises pétrolières, s'est vu impliqué dans de retentissants cas de corruptions financières, que ce soit pour obtenir des concessions ou pour réduire les standards environnementaux.

Une des plus retentissantes affaires s'est produite en Italie en 2007, en relation avec la construction à [Brindisi](#) d'une usine de gaz naturel liquide. Le paiement de pot-de-vin de la part de GB pour obtenir les permis requis se converti en un scandale qui mena à l'arrestation de cinq personnes liées à la compagnie Britannique.

Une histoire de corruption fut dénoncée au Kazakhstan, quand *BG* et d'autres compagnies pétrolières versèrent 90 millions de dollar pour obtenir des permis d'[exploitation dans la mer Caspienne](#). En février 2010, le Kazakhstan imposa une amende de 21 millions de dollars en conséquence des jugements dans les opérations de l'exploitation de gaz naturel. Depuis Tarija (Bolivie) jusqu'à Queensland (Australie) les activités de *BG* ont été signalées par les populations locales come préjudiciables pour le milieu ambiant.

## Moratoire sur l'exploration et l'exploitation de gaz

Depuis l'OFRANEH, l'année passée en décembre, nous avons lancé un [appel à un moratoire](#) sur l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures au Honduras. Nous comprenons parfaitement la grave crise économique que traverse le pays et le montant élevé du coût des importations d'hydrocarbures. Cependant nous mettons en balance les possibles bénéfices de l'exploitation d'hydrocarbures avec le coût de la conséquence du changement climatique.

Le récent rapport de l'IPPC, indique que nous sommes dans une lutte contre la montre pour freiner l'impact du changement climatique, et nous savons également que nous, les peuples qui habitons le rivage de la mer, nous sommes condamnés tôt ou tard au déplacement en plus d'avoir à affronter la subite perte des ressources marines, pilier de notre alimentation.

Ratifier l'exploitation d'hydrocarbure au nom de symboliques projets sociaux et de prébendes économiques pour nos leaders nous convertirait en simples complices d'un schéma planétaire d'autodestruction. Les fausses solutions au changement climatique promues par les organismes internationaux comme le « [Programme REDD+](#) » ou le changement de modèle de production énergétique qui inclus la destruction des rivières, sont des alternatives de peu d'impact sur la grande problématique existante. Les énergies solaire, éolienne ou le OTEC (conversion de l'énergie thermique océanique) ont été rejetées dans l'ultime décennie poursuivant de manière perverse la continuité de l'ère du pétrole, mettant en risque la survie future de l'humanité.

[OFRANEH](#). Fait en la Communauté de Sambo Creek le 15 octobre 2013

Traduction de l'espagnol pour « [Les états d'Anne](#) » de : Anne Wolff

- Original : [Honduras : Petróleo, el Grupo BG y la farsa de la « consulta » estilo SERNA](#).

[El Correo](#). Paris, le 23 octobre 2013.

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

*Post-scriptum :*

**OFRANEH. Organisation Fraternelle Noire du Honduras**